

Petite parenthèse

L'argent n'a pas d'odeur



Petite parenthèse

C'est un projet qui est entré en application depuis le mois de mai, sans la moindre fumée. Cédant aux injonctions de l'Europe qui demande depuis 2013 à ses États membres d'intégrer l'argent issu de la drogue au PIB (produit intérieur brut) national, l'Insee a finalement accepté. Il sera donc pris en compte dorénavant par cet indicateur économique des richesses produites par la France. Au même titre que le marché de l'automobile ou de l'agro-alimentaire.

Vous n'avez rien senti ? Normal, puisque l'argent n'a pas d'odeur.

Dans l'Antiquité, peu après le début de notre ère, les caisses de Rome avaient été vidées par Néron. Son successeur, Vespasien, n'eut alors de cesse de trouver de nouvelles taxes pour les renflouer. Or, à l'époque, les urines étaient une « matière première » précieuse. Collectées dans les toilettes publiques, les teinturiers les utilisaient ensuite pour préparer les tissus avant leur coloration, ou pour dégraisser les peaux. Vespasien eut donc l'idée d'imposer une nouvelle taxe sur les urines, payable par tous les chefs de famille.

Titus, face au ridicule et à l'injustice de ce nouvel impôt décrété par son père, ne put s'empêcher de le brocarder. Voulant couper court à ses railleries, et lui mettant une poignée de pièces sous le nez, Vespasien se serait exclamé « L'argent n'a pas d'odeur » (Pecunia non olet).

Cette expression, qui a traversé les siècles, semble donc plus que jamais d'actualité.

Notre gouvernement, soucieux de s'acheter une conduite, a toutefois refusé d'inclure l'argent de la prostitution -contrairement à l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Hollande- dans le calcul du PIB, estimant que le consentement des prostituées n'était « probablement pas vérifié ». Belle probité !

Reste que le trafic de drogue, pourtant illégal en France, se retrouve parfaitement blanchi lorsqu'il s'agit de le comptabiliser dans la production des « richesses » nationales...

Illustration Pixabay.com